

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
22 février 2005  
Français  
Original: anglais

---

**Lettre datée du 11 février 2005, adressée au Président  
du Conseil de sécurité par le Président du Comité  
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)  
concernant l'action antiterroriste**

J'ai l'honneur de me référer à ma lettre du 19 octobre 2004 (S/2004/834). Le Comité contre le terrorisme a reçu le quatrième rapport présenté par la Slovaquie, conformément au paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) (voir annexe). Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Président du Comité du Conseil de sécurité  
créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste  
(*Signé*) Andrey I. Denisov



**Annexe**

**Lettre datée du 10 février 2005, adressée au Président  
du Comité contre le terrorisme par le Chargé d'affaires  
par intérim de la Mission permanente de la Slovaquie  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

En réponse à votre lettre du 8 octobre 2004, j'ai l'honneur de vous faire tenir le quatrième rapport de la Slovaquie, soumis en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité (voir pièce jointe).

Je tiens à réaffirmer combien mon gouvernement apprécie le travail du Comité et une coopération étroite et constructive avec lui. La Slovaquie est prête à communiquer au Comité toute information complémentaire que celui-ci jugera nécessaire.

L'Ambassadeur,  
Chargé d'affaires par intérim  
(Signé) Clara Novotná

**Pièce jointe\***

**Quatrième rapport soumis par la Slovaquie en application  
du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001)  
du Conseil de sécurité en date du 28 septembre 2001**

**(Réponse à la lettre du Comité contre le terrorisme  
en date du 8 octobre 2004, contenant des questions  
et observations additionnelles sur le rapport supplémentaire  
de la Slovaquie)**

Bratislava, 24 janvier 2004

**1. Mesures de mise en œuvre**

**1.1.**

Pour ce qui est d'ériger effectivement en infraction le financement du terrorisme :

L'alinéa b) du paragraphe 1 de la résolution 1373 (2001) stipule que tous les États devront : « ériger en infraction la fourniture ou la collecte délibérée par leurs nationaux ou sur leur territoire, par quelque moyen que ce soit, directement ou indirectement, de fonds que l'on prévoit d'utiliser ou dont on sait qu'ils seront utilisés pour perpétrer des actes de terrorisme ».

De l'avis du Comité contre le terrorisme, les dispositions des articles 7 et 10 du Code pénal slovaque ne remplissent pas les conditions voulues pour une application effective de l'alinéa b) du paragraphe 1 de la résolution, ne sont pas conformes aux stipulations de la Convention internationale pour la répression du terrorisme et de plus le financement du terrorisme n'est pas érigé en infraction. Nous voudrions faire observer à cet égard que les dispositions des articles 7 et 10 du Code pénal slovaque, qui portent sur la préparation d'une infraction ou le fait d'y prendre part, s'appliquent aux infractions très graves (notamment le terrorisme, la création ou l'organisation d'un groupe criminel ou terroriste ou l'appui à un tel groupe, etc.) et même si le financement du terrorisme n'est pas érigé en infraction distincte, les dispositions des articles 7 et 10 remplissent les conditions voulues pour la mise en œuvre effective, à la fois du paragraphe 1 b) de la résolution et de la Convention internationale sur la répression du terrorisme.

L'article 7 stipule que même la préparation d'un crime est une infraction punissable et définit les peines correspondantes; s'agissant du financement du terrorisme, toute activité impliquant l'acquisition ou l'adaptation de moyens ou instruments destinés à être utilisés pour perpétrer un crime très grave, la facilitation ou l'encouragement d'un tel crime ou encore la création délibérée des conditions appropriées pour un tel crime est considérée une infraction punissable. En ce qui concerne les tentatives de crime ou les crimes perpétrés, l'article 10 érige en infraction la participation à un crime non seulement lorsqu'il s'agit de l'organiser ou de le fomenter, mais aussi pour ce qui est de le faciliter, essentiellement en

---

\* Les annexes peuvent être consultées au Secrétariat.

procurant les moyens de commettre le crime, d'éliminer les obstacles, de guider, de renforcer l'intention délictueuse ou de promettre de contribuer à la commission du crime.

Nous nous référons également au paragraphe 2 de l'article 185a du Code pénal slovaque (création ou organisation d'un groupe criminel ou terroriste ou appui à un tel groupe), qui érige en infraction non seulement l'organisation d'un groupe terroriste ou l'appartenance à un tel groupe mais aussi toute autre activité entreprise pour aider ou soutenir un tel groupe.

Toutes les dispositions susmentionnées du Code pénal implicitement érigent en infraction tout acte impliquant l'utilisation de moyens financiers pour commettre des actes de terrorisme, c'est-à-dire les différentes étapes de la perpétration d'un acte criminel, c'est-à-dire la préparation, la tentative, le crime accompli ou la participation à un crime. Selon les documents de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, ce fait seul est suffisant pour ériger en crimes les dispositions de la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme (Guide législatif sur les conventions et protocoles mondiaux contre le terrorisme, 8 mai 2003).

Le fait que les articles 7 et 10 du Code pénal érigent en infraction le financement du terrorisme a également été reconnu dans le rapport final des conseillers spécialisés du Comité contre le terrorisme (Service de la prévention du terrorisme, Division des traités) du 21 octobre 2003, établi dans le cadre de l'assistance en matière législative fournie par l'ONUDC à la République slovaque en vue d'ériger effectivement en infraction le financement du terrorisme. Ce rapport stipule notamment :

« La République slovaque est partie aux 12 instruments mondiaux contre le terrorisme. Les participants ont convenu que la législation slovaque répondait en général aux obligations contenues dans ces instruments. Au cours d'un échange d'informations et de données d'expérience extrêmement constructif entre les fonctionnaires de l'ONUDC et les représentants de la République slovaque, on a également constaté que :

- Les articles 93, 93 a), 94, 185 a) 2) du Code pénal de la République slovaque, tel qu'il a été modifié, couvrent les infractions définies dans les instruments mondiaux contre le terrorisme.
- Répression du financement du terrorisme : cet acte est érigé en infraction en vertu de la disposition concernant la préparation d'une infraction dans le Code pénal modifié (art. 7 – réunir des fonds en vue d'un acte terroriste revient à préparer une infraction, et art. 10 – fournir des fonds pour un acte terroriste ou procurer les moyens d'aider un tel acte). Pour l'ONUDC, cela veut dire que le Code pénal n'établit pas deux infractions distinctes mais que les articles 7 et 10 du Code pénal *s'appliquent* à cette infraction.
- L'ONUDC fera rapport au Comité contre le terrorisme et au Conseil de l'Europe sur des résultats de cet atelier. »

Ce rapport est expressément mentionné également dans le troisième rapport de la République slovaque, auquel il est annexé.

À notre avis, ceci constitue une réponse adéquate à la question concernant la criminalisation du financement du terrorisme.

Aux termes de l'alinéa e) du paragraphe 2 de la résolution, les États sont tenus d'ériger en infraction non seulement le financement du terrorisme mais aussi toutes les activités de soutien au terrorisme, notamment le recrutement des groupes terroristes, la fourniture d'armes, l'accès à l'informatique, les contacts, etc., et aux termes de l'alinéa d) du paragraphe 3, ils sont tenus de devenir partie aux 12 conventions et protocoles internationaux relatifs au terrorisme. Neuf de ces instruments contiennent expressément l'obligation d'ériger en infraction diverses formes de participation à certaines formes de terrorisme. Il n'est pas nécessaire d'ériger en infractions des douzaines de formes de préparation d'un crime et de participation, dont le financement du terrorisme et le recrutement. Tous ces actes ont déjà été érigés en infractions en vertu des dispositions susmentionnées des articles 7, 10 et 185a, paragraphe 2, depuis que certaines formes de terrorisme l'ont été; il n'est dit nulle part qu'il ne peut y avoir d'effet rétroactif pour les nouvelles formes proposées de participation à des activités terroristes déjà punissables.

Pour ce qui est de la criminalisation effective du terrorisme et des progrès accomplis par la République slovaque dans ce domaine, nous voudrions appeler l'attention sur le projet de nouveau Code pénal, qui tient compte de toutes les conventions existantes et des conventions futures qui pourraient être adoptées en droit pénal international; le nouveau texte proposé érige le financement du terrorisme en infraction punissable. Ce texte a déjà été examiné par les comités parlementaires compétents et il devrait être mis aux voix au Parlement en janvier ou février 2005.

Le projet de nouveau Code pénal a été rédigé par un groupe d'experts indépendants du droit pénal et du droit pénal international; leur proposition finale reprend notamment les dispositions concernant l'infraction de terrorisme et la criminalisation du financement du terrorisme que l'on trouve dans le Code pénal actuellement en vigueur, c'est-à-dire les articles 94, 7, 10 et 185a, paragraphe 2. Elle s'appuie sur la notion, établie au niveau du continent, de préparation et de participation à un crime, reprise par exemple à l'article 5 de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée.

L'étape suivante consiste à élargir, à compter du 1<sup>er</sup> août 2004, la définition du crime de terrorisme à l'article 94 du Code pénal. Cette révision était motivée par de nouvelles exigences formulées par l'Union européenne. Le même jour, c'est-à-dire le 1<sup>er</sup> août 2004, les doutes ont été levés quant à l'interprétation des dispositions de l'article 73 du Code pénal concernant les confiscations. Désormais, les autorités judiciaires « sont tenues » d'ordonner la confiscation d'un article lorsqu'on peut raisonnablement penser, au vu du dossier, qu'il pourrait être utilisé pour financer le terrorisme, alors qu'elles en avaient simplement la possibilité.

En conséquence, les tribunaux sont tenus d'appliquer cette disposition également lorsqu'il s'agit de punir le financement du terrorisme, conformément au Code pénal slovaque.

Par ailleurs, le nouveau paragraphe 3 de l'article 73 stipule que les fonds provenant de cette confiscation peuvent être utilisés pour compenser les victimes de crimes terroristes au lieu d'être mis à la disposition de l'État. Cette mesure fait suite

au paragraphe 4 de l'article 8 de la Convention internationale sur la répression du financement du terrorisme.

## 1.2

La République slovaque organise des cours de formation, des séminaires, des ateliers et des stages à l'intention des membres du Service d'information de l'inspection financière, en vue de leur montrer une typologie des méthodes terroristes et des tendances de la lutte contre le terrorisme et le financement du terrorisme ainsi que les méthodes utilisées pour localiser les produits d'activités criminelles ou les avoirs devant être utilisés pour financer le terrorisme, en vue de les geler, de les saisir ou de les confisquer avec le concours de diverses organisations internationales spécialisées (EUROPOL, OLAF, Police néerlandaise, Centre pour la coopération internationale dans le cadre d'un projet PHARE, etc.). Ces cours et programmes sont habituellement organisés selon les besoins.

## 1.3

Conformément au paragraphe 1 de l'article 4 de la loi sur la police n° 171/1993 Coll., telle que modifiée, les services de police comprennent la police judiciaire, la police criminelle, la police financière, la police de l'ordre public, la police de la circulation, la sécurité des bâtiments et installations, la police des étrangers, la police frontalière, les groupes d'intervention, la protection des personnes désignées et les services d'inspection; l'organigramme de la police comprend également un institut d'expertise criminelle.

Les questions liées au financement du terrorisme relèvent de la compétence de la police financière qui, depuis la réorganisation de la police qui a pris effet le 1<sup>er</sup> janvier 2004, fait partie du Bureau de la lutte contre la criminalité organisée, plus précisément des services suivants :

- Service du renseignement de la police financière;
- Départements et divisions de la police financière chargés de lutter contre la criminalité organisée à Bratislava, dans l'Ouest, le Centre et l'Est.

La loi susmentionnée couvre également les effectifs de la police; les contingents sont déterminés par le Gouvernement de la République slovaque. La police reçoit, pour son matériel technique et pour son fonctionnement, des fonds inscrits au chapitre du budget de l'État consacré au budget du Ministère de l'intérieur, qui est approuvé tous les ans par le Conseil national de la République slovaque.

Le personnel (ressources humaines), le matériel et les dépenses de fonctionnement de la police financière sont couverts par les ressources du Ministère de l'intérieur. Étant donné l'ampleur des tâches imposées à la police financière par la législation nationale et par les traités internationaux, il faudrait en renforcer les effectifs. S'agissant de l'appui technique nécessaire, cette question est actuellement à l'étude dans le cadre d'un projet PHARE.

## 1.4

Les transactions inhabituelles ci-après ont été repérées suite à la loi n° 367/2000 Coll. sur la protection contre le blanchiment de capitaux :

**Service du renseignement de la police financière**

	<i>Nombre</i>	<i>Montant</i>
Transactions inhabituelles suspectes	818	Environ SKK 19 916 000 000
Poursuites ouvertes au pénal	20	SKK 46 398 511

**Autres services de la police financière\***

	<i>Nombre</i>	<i>Montant</i>
Transactions inhabituelles suspectes	0	0
Poursuites ouvertes au pénal	126	Environ SKK 14 560 000 000

\* Sections de police financière relevant des départements de la criminalité organisée du Bureau de la lutte contre la criminalité organisée.

<i>Transactions inhabituelles signalées</i>	<i>Nombre</i>
Analysées . . . . .	818
Renvoyées pour enquête et poursuites. . . . .	146
Accusations, inculpations, condamnations. . . . .	Pas enregistré

Par ailleurs, la loi sur les banques n° 483/2001 Coll., telle qu'elle a été modifiée, prévoit que les banques et les filiales de banques étrangères doivent communiquer au Ministère des finances, dans un délai déterminé, une liste des clients qui font l'objet de sanctions internationales imposées en vertu de la loi n° 460/2002 Coll. sur l'application des sanctions internationales en vue de protéger la paix et la sécurité internationales.

Conformément au paragraphe 8 de l'article 91 de la loi sur les banques, le Ministère des finances a demandé en juillet 2004 aux banques et filiales de banques étrangères de lui faire savoir, trois jours ouvrables au plus après en avoir été informées, si elles ont des clients faisant l'objet de sanctions et de lui soumettre tous les trois mois une liste complète de ses clients, avec numéro du compte et solde créditeur.

Une personne faisant l'objet de sanctions a été identifiée en 2004 sur la base des informations communiquées par les banques (la République slovaque détient des informations concernant son nom, le solde de son compte SKK et de son compte EUR).

**1.5**

Aucune structure organisationnelle spéciale n'a été mise en place en République slovaque pour coordonner la lutte antiterroriste. Certaines tâches dans ce domaine seront définies dans le Plan d'action national pour la lutte antiterroriste, qui prévoira notamment la mise en place d'un mécanisme de coordination, d'échange et d'analyse de l'information entre les différents services d'information et les autres entités actives dans la lutte antiterroriste en vue de faciliter l'optimisation des courants d'information, de favoriser une coopération plus étroite entre les services en question et de mener des analyses conjointes.

À ce stade, les menaces terroristes ne font pas l'objet d'une analyse uniforme en Slovaquie au niveau national, à laquelle participeraient tous les organes compétents en matière de sécurité de la République slovaque. Le Service slovaque du renseignement communique aux destinataires légaux les renseignements et analyses concernant les menaces et risques terroristes, qu'il évalue compte tenu de l'évolution de la situation concrète en matière de sécurité en Slovaquie et dans le monde, et il leur fournit également des évaluations analytiques périodiques.

Le Service slovaque du renseignement et le Département de la lutte antiterroriste (relevant du Bureau pour la lutte contre la criminalité organisée de la force de police) réunissent des renseignements opérationnels concernant les activités de certaines collectivités d'étrangers à risque et d'individus du milieu national qui peuvent éventuellement apporter un soutien idéologique, logistique ou matériel à partir du territoire slovaque à des organisations terroristes et militantes dans leur pays d'origine ou dans des pays tiers. Les risques sont évalués principalement en fonction du degré d'organisation et de radicalisme de ces entités. Il peut également s'agir de sociétés commerciales suspectes et d'individus qui se livrent au commerce illégal d'armes et de composantes d'armes.

Le Service slovaque du renseignement et le Département de la lutte antiterroriste non seulement fournissent des informations aux bénéficiaires légaux en République slovaque mais aussi fournissent des renseignements opérationnels et analytiques sur le terrorisme et des phénomènes connexes dans le cadre d'échanges internationaux d'informations. Ils coopèrent principalement avec les services partenaires de renseignements et de police à l'étranger et dans le cadre du Groupe de travail contre le terrorisme au sein du Conseil de l'Union européenne et d'Europol.

- Les enquêtes criminelles et les poursuites sont de la compétence du Ministère de l'intérieur (plus précisément le Bureau de la lutte contre la criminalité organisée créé au sein de la présidence de la police, le Département de la lutte antiterroriste et SJFP) et du Bureau de la juridiction spéciale et du Procureur spécial.
- Les activités de renseignement antiterroriste sont du ressort du Service slovaque du renseignement, du Service du renseignement militaire et du Service du renseignement de la défense militaire.
- La protection physique des cibles terroristes potentielles est du ressort de la force de police (Bureau de la protection des fonctionnaires, police de l'ordre public).
- Le Service slovaque du renseignement et le Département de la lutte antiterroriste établissent indépendamment des analyses stratégiques et des prévisions des menaces émergentes. Le Département soumet au Gouvernement des rapports annuels sur la situation de la lutte antiterroriste sur la territoire de la République slovaque.
- L'efficacité de la législation antiterroriste et des modifications et amendements applicables est analysée et évaluée séparément par les différentes entités engagées dans la lutte antiterroriste; néanmoins, on peut considérer que le cadre juridique dans son ensemble remplit toutes les conditions énoncées dans les conventions de l'Union européenne et les autres conventions internationales.



Le Service slovaque du renseignement et le Département de la lutte antiterroriste (relevant du Bureau de la police chargé de la lutte contre la criminalité organisée) réunissent des renseignements opérationnels concernant les activités de certaines collectivités d'étrangers à risque et d'individus du milieu national qui, à partir du territoire slovaque, pourraient apporter un soutien idéologique, logistique ou matériel à des entités terroristes et militantes dans leur pays d'origine ou dans un pays tiers. Les risques sont évalués principalement en fonction du degré d'organisation et de radicalisme de ces entités. La surveillance des sociétés commerciales suspectes et des individus qui se livrent au commerce illégal d'armes et de composantes d'armes est également de leur ressort.

Outre qu'ils fournissent des informations aux destinataires légaux en République slovaque, le Service slovaque du renseignement et le Département de la lutte antiterroriste communiquent aussi des renseignements opérationnels et analytiques sur le terrorisme et les phénomènes connexes dans le cadre d'échanges internationaux d'informations. Ils coopèrent principalement avec les services partenaires de renseignements et de police à l'étranger et dans le cadre du Groupe de travail contre le terrorisme au sein du Conseil de l'Union européenne et d'Europol.

- Les enquêtes criminelles et les poursuites sont de la compétence du Ministère de l'intérieur (plus précisément le Bureau de la lutte contre la criminalité organisée créé au sein de l'organe directeur de la police, le Département de la lutte antiterroriste et SJFP) et du Bureau de la juridiction spéciale et du Procureur spécial.
- Les activités de renseignement antiterroriste sont du ressort du Service slovaque du renseignement, du Service du renseignement militaire et du Service du renseignement de la défense militaire.
- La protection physique des cibles potentielles du terrorisme est du ressort de la force de police (Bureau de la protection des personnalités constitutionnelles, police de l'ordre public).
- Le Service slovaque du renseignement et le Département de la lutte antiterroriste établissent indépendamment des analyses stratégiques et des prévisions des menaces émergentes. Le Département soumet au Gouvernement des rapports annuels sur la situation de la lutte antiterroriste sur le territoire de la République slovaque.
- L'efficacité de la législation antiterroriste et des modifications et amendements applicables est analysée et évaluée par chacune des différentes entités engagées dans la lutte antiterroriste; néanmoins, on peut considérer que le cadre juridique dans son ensemble remplit toutes les conditions énoncées dans les conventions de l'Union européenne et les autres conventions internationales.
- Le contrôle des frontières et de l'immigration en vue de prévenir le trafic de stupéfiants, d'armes, chimiques et biologiques notamment, et de précurseurs, ainsi que l'utilisation illégale de matières radioactives est de la compétence de la police (Service national des stupéfiants et Département de la détection des crimes du Bureau de la lutte contre la criminalité organisée), qui coopère avec les autorités douanières, et du Service national de lutte contre les migrations illégales, travaillant en coopération avec le Bureau de la police des frontières et des étrangers.

## 1.6

Le Département de la lutte antiterroriste de la police fait partie du Groupe de travail de la police sur le terrorisme. Un système de codage permet le partage instantané d'informations opérationnelles sur les activités terroristes et les personnes soupçonnées de liens avec le terrorisme. Les officiers de liaison du Groupe se réunissent deux fois par an pour examiner en détail la situation dans les différents pays, les nouvelles tendances de la lutte contre le terrorisme et les nouveaux *modus operandi* des entités suspectes.

En outre, la République slovaque est membre du Groupe de travail sur le terrorisme au Conseil de l'Union européenne et d'Europol. Au sein de l'Union européenne, elle participe à la préparation d'analyses des menaces, à la rédaction de la législation européenne commune et à l'élaboration d'autres documents stratégiques. Le Service slovaque du renseignement est membre du Groupe antiterroriste des services de sécurité.

La République slovaque s'acquitte de toutes les obligations de lutte contre le terrorisme et contre les extrémistes qui découlent de sa qualité de membre de l'Union européenne et de l'OTAN. Le personnel des différents services participe aux conférences et séminaires sur les questions de terrorisme et d'extrémisme et profite de ces rencontres pour des échanges d'informations et de conclusions sur les tendances nouvelles dans le recrutement des organisations terroristes et les liens entre le terrorisme et la criminalité organisée.

## 1.7

L'utilisation de procédures spéciales est autorisée en Slovaquie dans les enquêtes sur les affaires liées au terrorisme. Pour s'acquitter des tâches prescrites par la loi, le service de sécurité – le Service slovaque du renseignement – peut donc recourir à des moyens spéciaux de collecte d'informations. Leur utilisation est réglementée. Ces moyens spéciaux sont notamment des moyens de collecte d'informations opérationnelles (surveillance de personnes et de biens, autorisations, personnes coopérant avec l'autorité administrative ou judiciaire) et les moyens de surveillance électronique autorisés par la loi n° 166/2003 Coll. sur la protection de la vie privée face à l'utilisation non autorisée de moyens électroniques de surveillance.

Les moyens électroniques de surveillance comprennent notamment des systèmes électrotechniques, radiotechniques, phototechniques, optiques, mécaniques, chimiques et autres, utilisés clandestinement pour localiser, ouvrir, inspecter et évaluer des envois postaux et autres, intercepter et enregistrer des télécommunications, créer ou utiliser des enregistrements vidéo, audio ou autres. Aux termes de la loi, les moyens électroniques de surveillance peuvent être utilisés non seulement par le Service slovaque du renseignement mais aussi par la police, le Service du renseignement militaire, la police des chemins de fer, le corps des gardes de prison et de tribunaux, et l'Administration douanière, selon des dispositions juridiques spécifiques.

La loi limite l'utilisation de moyens électroniques de surveillance aux cas où cela est nécessaire, dans une société démocratique, pour protéger la sécurité de l'État, assurer la défense de l'État, prévenir et élucider des crimes et protéger les droits et les libertés des autres, notamment par la surveillance de personnes menant à des activités terroristes. Ces moyens ne peuvent être utilisés qu'avec le

consentement écrit préalable du juge, pour une période ne dépassant pas six mois. Le juge qui a autorisé l'utilisation des moyens électroniques de surveillance peut, par une nouvelle démarche, proroger de six mois la période maximale susmentionnée à compter de la date de la nouvelle autorisation.

De plus, des moyens de surveillance électronique peuvent également être utilisés dans les procédures pénales, en vertu de la loi n° 141/1961 Coll. sur les procédures pénales (Code de procédure pénale) telle qu'elle a été modifiée.

Des techniques d'enquête spéciales peuvent être utilisées dans le domaine de la coopération entre la République slovaque et d'autres pays sur la base de la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale, en date du 29 mai 2000, que la République slovaque est en train de ratifier, de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, en date du 15 novembre 2000, et du deuxième Protocole additionnel à la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale, que le Conseil national de la République slovaque a approuvé le 25 juin 2004 et dont la République slovaque déposera prochainement les instruments de ratification.

La République slovaque a cependant formulé la réserve ci-après concernant le deuxième Protocole additionnel : « La République slovaque se réserve le droit énoncé au paragraphe 2 de l'article 33 du deuxième Protocole additionnel de ne pas accepter les articles 16, 17, 19 et 20 du Protocole dans leur intégralité. Elle ne donnera suite aux demandes formulées conformément à l'article 18 du deuxième Protocole additionnel que dans la mesure où il s'agit de suivre l'importation, l'exportation ou le transit d'un envoi si les circonstances donnent des raisons de penser que cet envoi contient des stupéfiants, des substances psychotropes, des précurseurs, des matières nucléaires et autres matières radioactives, des coupures et des sécurités de contrefaçon, des armes à feu ou des armes de destruction massive, des munitions et des explosifs, et si le demandeur donne l'assurance de dûment protéger l'information reçue grâce à cette entraide judiciaire. »

## 1.8

En vue de traduire en justice les terroristes et leurs partisans, la République slovaque a adopté diverses mesures visant à protéger les individus qui sont vulnérables à des attaques terroristes.

Par exemple, l'amendement à l'article premier de la loi sur la protection des témoins n° 256/1998 Coll. prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2003, tout le système de protection des témoins et des défenseurs coopérant avec l'autorité administrative ou judiciaire s'appliquera, conformément aux normes du Conseil de l'Europe, aux actes de terrorisme et autres crimes perpétrés par un groupe organisé, un groupe criminel ou un groupe terroriste.

Le Code de procédure pénale énonce diverses mesures de protection des témoins : identité tenue secrète, changement d'identité, absence du défendeur pendant leur interrogation, utilisation de matériel d'enregistrement audio ou vidéo, et droit des témoins d'être informés lorsque le défendeur est mis en liberté, qu'il sort de prison ou s'évade. La partie lésée (victime) a le droit de recevoir le même type d'information et le tribunal doit, le cas échéant, prendre les mesures voulues pour éviter une rencontre entre le défendeur et la victime au tribunal. Le tribunal peut ordonner un procès à huis clos pour protéger les victimes et leurs proches.

Les organes habilités à entendre des affaires liées au terrorisme sont le Tribunal spécial et le Bureau du Procureur spécial. Les amendements à la loi n° 335/1991 Coll. sur les tribunaux et les juges et à la loi n° 153/2001 Coll. sur le ministère public contiennent des dispositions précises concernant le droit à la protection des personnes dans l'exercice de leurs fonctions. Les fonctions de la police ont été étendues en conséquence dans la loi n° 171/1993 Coll.

Les mesures de protection des témoins peuvent être utilisées également en coopération avec un autre État ou à sa demande.

Par ailleurs, la République slovaque a introduit dans ce domaine des mesures administratives par le biais de la résolution gouvernementale n° 1137 du 6 décembre 2001, concernant une série de mesures visant à donner de l'effet au Plan d'action de l'Union européenne contre le terrorisme dans le contexte de la République slovaque.

Dans les cas de coopération avec les autres États, la protection des témoins peut être assurée conformément au deuxième Protocole additionnel à la Convention européenne sur l'entraide judiciaire en matière pénale du 8 novembre 2001 et à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée du 15 novembre 2000, laquelle peut également s'appliquer à la fourniture d'une assistance et d'une protection aux victimes du crime.

#### **1.9**

Personne n'a été poursuivi en Slovaquie en 2004 au motif d'activités terroristes, de financement du terrorisme, de recrutement pour des organisations terroristes ou de soutien à des terroristes ou des organisations terroristes.

#### **1.10**

La responsabilité pénale des personnes morales sera énoncée dans le Code pénal révisé. L'état d'avancement du processus législatif est décrit à la section 1.1.

L'étendue proposée de la responsabilité pénale des personnes morales est conforme à la norme européenne. Le projet de loi soumis au Parlement étend cette responsabilité aux crimes de terrorisme, y compris à leur préparation et à la participation à de tels crimes.

#### **1.11**

Aucune licence n'a été abrogée ou retirée à ce jour en République slovaque dans le contexte d'importation, de transport intracommunautaire ou d'exportation de matériel militaire, d'armes civiles ou d'autres marchandises dangereuses parce que les détenteurs de ces licences auraient fourni une assistance à des terroristes ou des organisations terroristes.

#### **1.12**

##### **A)**

Le domaine des explosifs plastiques (à usage civil) et des explosifs industriels et de leurs précurseurs est régi par les lois ci-après :

I. Loi n° 51/1988 Coll. sur les activités minières, les explosifs et l'Administration des mines, telle que modifiée, en conjonction avec le décret n° 71/1988 Coll. sur les explosifs, tel que modifié.

II. Loi n° 264/1999 Coll. sur les spécifications techniques des produits et l'évaluation de conformité, en conjonction avec l'ordonnance n° 179/2001 Coll. qui énonce les détails de ces spécifications techniques et procédures d'évaluation de conformité pour les explosifs à usage civil.

I. L'application de la loi sur les activités minières, les explosifs et l'Administration des mines relève de la compétence du Chef de l'autorité minière. Pour ce qui est de prévenir la fabrication, le stockage, le transfert ou la mise en vente d'explosifs plastiques ou autres non marqués ou mal marqués, la République slovaque s'est engagée à s'acquitter des obligations découlant de la Convention sur le marquage des explosifs plastiques aux fins de détection, qui contient l'obligation de marquer tous les explosifs plastiques au moyen d'un agent permettant de déceler facilement l'explosif. L'objectif de la Convention adoptée le 1<sup>er</sup> mars 1991 (elle a pris effet pour la République slovaque par succession le 20 mars 1995) est de prévenir l'utilisation d'explosifs à des fins terroristes, notamment en ce qui concerne les aéronefs. La Convention a été incorporée à la législation nationale à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2004, au paragraphe 2 de l'article 24 de la loi n° 51/1988 Coll., sur les activités minières, les explosifs et l'Administration des mines. En application du paragraphe 3 de l'article 24 de la loi susmentionnée, l'amendement envisagé au décret n° 71/1988 Coll. sur les explosifs définira les agents de détection, qui seront conformes à la deuxième partie de la Convention de Montréal : agents de détection. La mise en vente d'explosifs plastiques importés à des fins industrielles est régie par la loi n° 264/1999 Coll., qui est en vigueur.

II. La loi sur les spécifications techniques des produits et l'évaluation de conformité régit notamment les procédures utilisées par les autorités de surveillance (par exemple l'Inspection commerciale slovaque), pour déterminer si :

a) Une déclaration de conformité a été délivrée pour tel ou tel produit mis sur le marché ou si une marque de conformité a été apposée conformément aux règlements techniques;

b) Les caractéristiques du produit visé mis sur le marché et la procédure d'évaluation de conformité sont conformes aux dispositions de la déclaration de conformité;

c) Les marques de conformité sont utilisées légalement, sans modification ou contrefaçon.

Les produits visés sont ceux qui risquent davantage de mettre en danger un intérêt légitime (par exemple la protection de la vie, de la santé et des biens des citoyens). Ces produits ne peuvent pas être mis sur le marché s'il n'a pas été déterminé que leurs caractéristiques correspondent aux spécifications techniques.

Dans le contexte des mesures protectives énoncées par la loi n° 264/1999 Coll., l'autorité de supervision peut imposer les mesures suivantes aux entités commerciales :

a) Suspension de la commercialisation des produits pendant un délai donné si elle a des raisons de croire à l'existence d'une menace pour des intérêts légitimes;

b) Interdiction de la commercialisation de produits ou décision de les retirer du marché ou d'en interdire l'utilisation s'ils présentent manifestement une menace pour des intérêts légitimes;

c) Obligation immédiate et effective de porter la menace à l'attention des personnes qui pourraient être mises en danger par l'utilisation du produit en question, en particulier dans les cas où une mesure protectrice a été imposée conformément aux alinéas a) et b).

L'autorité de supervision compétente est également autorisée à imposer une amende à quiconque :

a) A utilisé une marque de conformité, une déclaration de conformité ou un certificat de conformité sans autorisation ou frauduleusement;

b) A mis sur le marché ou distribué les produits visés sans déclaration de conformité ou certificat de conformité ou sans apposer une marque de conformité ou encore commercialisé un produit illégalement;

c) Ne s'est pas conformé à une mesure protectrice.

Le Bureau de normalisation, métrologie et mise à l'essai est également autorisé à imposer une amende à quiconque :

a) A marqué un document STN;

b) A reproduit ou distribué une norme technique slovaque;

c) S'est fait passer pour une personne autorisée;

d) A émis un certificat.

Conformément à la Convention sur le marquage des explosifs aux fins de détection, qui impose l'obligation de marquer tous les stocks d'explosifs plastiques avec un agent de détection, le Ministère de la défense de la République slovaque a pour tâche de détruire environ 48 000 tonnes d'explosifs plastiques non marqués (PI-Np-10 et PI-Hx-30). Cette opération sera exécutée en phases annuelles jusqu'en 2013. Le Ministère de la défense a lancé un appel d'offres afin de choisir la société qui sera chargée du travail.

Par ailleurs, l'amendement de 2004 au Code pénal, qui a pris effet le 1<sup>er</sup> août 2004, établit que la « fourniture illicite d'armes » et le « trafic d'armements » constituent désormais un crime; on en trouvera le texte à l'annexe au présent rapport.

## **B)**

La nouvelle loi sur les armes à feu et les munitions n° 190/2003 Coll., qui a pris effet le 1<sup>er</sup> janvier 2004, définit les types et catégories d'armes à feu et de munitions, les conditions d'acquisition, de possession, de port et d'utilisation d'armes à feu et de munitions, les droits et obligations des personnes possédant des armes à feu et des munitions, les conditions régissant les importations, les exportations et le transit d'armes à feu et de munitions ainsi que l'aménagement et l'exploitation de stands de tir, les conditions à remplir pour présenter des armes à feu et des munitions et elle définit le fonctionnement des systèmes d'information concernant les armes à feu et les munitions et contrôlant le respect de la loi, et

établit les sanctions en cas de violations des obligations découlant de la loi susmentionnée.

En particulier, les nouvelles lois sur les armes à feu et les munitions alignent la législation concernant les armes à feu et les munitions sur celle de l'Union européenne et sur les autres engagements internationaux de la République slovaque et elles instituent des instruments juridiques permettant à l'État d'introduire une réglementation appropriée dans le domaine des armes à feu et des munitions, compte tenu notamment de l'intérêt du public en matière de protection de l'ordre public et la sécurité.

La loi sur les armes à feu et les munitions stipule que les entreprises commerciales n'ayant ni leur siège ni un établissement sur le territoire de la République slovaque peuvent transporter des armes à feu et des munitions aux fins d'exportation, d'importation ou de transit sur la base d'un permis délivré par le Département des documents et des enregistrements de la police et par le Ministère de l'intérieur.

Les demandes d'autorisation de transport présentées par écrit doivent contenir :

- Le nom, siège et numéro d'identification du vendeur;
- Le nom, siège et numéro d'identification de l'acquéreur;
- L'adresse du lieu où les armes à feu et munitions seront expédiées ou livrées;
- Le type et nombre des armes transportées.

L'entreprise commerciale qui effectue la transaction joint à la demande une copie certifiée du permis officiel; les entrepreneurs locaux en Slovaquie obtiennent ce permis auprès du Ministère de l'économie.

Le Ministère de l'intérieur délivre les permis de transport, contenant les données susmentionnées, après s'être assuré des conditions de sécurité du transport. Les personnes transportant des armes à feu et des munitions doivent avoir sur elles le permis pendant le transport et le présenter à la police sur demande.

Les titulaires d'un permis de transport d'armes à feu et de munitions sont tenus de le notifier au Ministère de l'intérieur par écrit sept jours au moins avant la date prévue pour le transport. La notification doit contenir les informations suivantes :

- Date exacte du début et de la fin du transport;
- Le moyen de transport utilisé, l'entité effectuant le transport, la marque, le calibre et le numéro de série des armes à feu, le type et le nombre de munitions transportées ainsi que leur marque et leur calibre.

Les articles 40 à 49 de la loi énoncent les conditions d'exportation, d'importation ou de transit d'armes à feu et de munitions par des personnes possédant des bons de transport, et des permis européens d'armes à feu et par des entreprises commerciales. Quiconque exporte ou importe des armes à feu et des munitions ou les fait transiter par la frontière de la République slovaque doit en informer, au moment du passage de la frontière, le Département de police qui effectue les contrôles frontaliers ainsi que le Bureau de douanes; les importations ou exportations qui constituent des livraisons ne sont pas soumises à cette obligation.

Les personnes effectuant le transport doivent également présenter des permis de transport.

La fabrication, la manutention et le commerce des armes à feu et de munitions en République slovaque sont limités aux entreprises commerciales agréées par le Bureau de la sécurité nationale et par le Ministère de l'intérieur et possédant des permis nécessaires pour ces activités.

En ce qui concerne l'exportation d'armes à feu et de munitions, le Ministère informe les autorités compétentes du pays d'importation et des pays de transit dans l'Union européenne de l'exportation ainsi que des spécifications des marchandises exportées. Dans le cas d'une importation, le Ministère reçoit le même type d'informations des autorités compétentes du pays de l'exportateur.

Le transit d'armes à feu et de munitions par le territoire de la République slovaque est notifié au centre opérationnel de la police par le département compétent de l'organe directeur de la police après évaluation des risques.

Conformément à la législation slovaque, les contrôles des opérations de transport peuvent être effectués sur tout le territoire national, dans les entrepôts de douane et dans les entrepôts des différentes entreprises commerciales. Quiconque exerce un contrôle sur des armes à feu doit être approuvé par le Bureau de la sécurité nationale au moins pour les documents « confidentiels ».

En ce qui concerne les échanges d'informations, la police gère un système d'information contenant des données sur :

- Les permis d'armes à feu délivrés et leurs détenteurs;
- Les permis européens d'armes à feu délivrés;
- Les licences d'armes à feu délivrées et leurs détenteurs;
- Les permis d'achat délivrés;
- Les armes à feu enregistrées et les permis délivrés;
- Les armes à feu exportées ou importées;
- Les avis de transport d'armes à feu;
- Les permis de transport d'armes à feu et de munitions;
- Les armes à feu, les permis et les licences d'armes à feu, les permis de détention d'armes et les avis de transport d'armes qui ont été volés ou égarés;
- Les armes qui ont été saisies, retenues, remises, ou confisquées;
- Les armes à feu détruites, endommagées ou rendues inutilisables;
- Les stands de tir.

Conformément à l'article 66 de la loi, le Ministère de l'intérieur informe :

a) Tout État membre de l'Union européenne, si des armes à feu et des munitions sont transportées vers son territoire ou par son territoire, par des entreprises commerciales ayant leur siège ou leur établissement à l'extérieur de la République slovaque; la notification est faite au plus tard pendant le transport;



b) L'État membre de l'Union européenne sur le territoire duquel réside une personne ayant obtenu un permis d'acquisition ou de détention d'armes à feu des catégories A ou B;

c) L'État membre de l'Union européenne dont est résident une personne ayant acquis une arme à feu.

Le Ministère de l'intérieur et les services de police s'assurent que les détenteurs de permis ou de licences d'armes à feu, de permis européens d'armes à feu et d'avis de transport respectent la loi et les règlements d'application relevant de leur compétence.

### C)

Conformément à la législation en vigueur, les données concernant les courtiers de transactions portant sur des armes à feu sont portées sur la licence d'exportation d'articles réglementés – c'est-à-dire les produits et les technologies à double usage, conformément au Règlement n° 1334/2000 du Conseil, instituant le régime de la Communauté réglementant les articles et technologies à double usage. En ce qui concerne le matériel militaire, la loi n° 179/1998 Coll. sur le commerce de matériel militaire, telle qu'elle a été modifiée, n'exige pas que les données concernant les courtiers soient inscrites sur la licence qui est établie; elles doivent cependant figurer sur les demandes de licence, afin de permettre une évaluation approfondie.

En ce qui concerne les intermédiaires, la République slovaque examine cette question dans le cadre de l'ONU, de l'OSCE, de l'OTAN et d'autres instances, dans le contexte par exemple de l'application du document de l'OSCE sur les armes légères et les documents connexes sur le courtage (Accord de Vassenaar, protocoles sur les armes à feu, etc.) où la République slovaque a une position entièrement identique à celle de l'Union européenne. Les dispositions législatives applicables au partage de l'information avec les partenaires étrangers figurent notamment dans la loi n° 215/2004 Coll. sur la protection de certaines données. Cette loi stipule qu'est considéré protégé toute information ou tout article ainsi désigné par la source de l'objet devant être protégé, dans l'intérêt de la République slovaque, contre toute révélation, mauvaise utilisation, déformation, reproduction illégale, destruction, perte ou vol et relevant des domaines définis par l'ordonnance applicable du Gouvernement slovaque. Conformément au paragraphe 2 de l'article 60, les faits protégés concernant la République slovaque ne peuvent être révélés à une puissance étrangère qu'en application des accords internationaux contraignants pour la République slovaque, ou sur la base de décisions d'organisations internationales dont la République slovaque est membre, ou encore lorsque les principes applicables dans le cadre de régimes multilatéraux de contrôle auxquels la République slovaque est partie l'exigent, à condition qu'il n'y ait pas contradiction avec un autre traité international contraignant pour la République slovaque. Conformément au paragraphe 3, l'échange d'informations protégées entre la République slovaque et une partie étrangère s'effectue conformément au traité international qui est contraignant pour la République slovaque.

L'échange d'informations est normalement régi par différents traités et documents sur le désarmement (comme le document de l'OSCE sur les armes légères, le Registre des armes classiques, etc.) et divers accords bilatéraux entre États.

### 1.13

La loi n° 190/2003 Coll. sur les armes légères et les munitions expose en détail le classement des catégories d'armes à feu (A, B, C, D) et stipule, à l'article 4, que les armes de la catégorie A sont des armes, des munitions et des composantes interdites, le paragraphe 2 précisant en outre que les armes interdites sont :

- a) Les armes militaires;
- b) Les armes automatiques;
- c) Les armes dont le caractère et la forme ont été modifiés pour causer plus de dommages ou des armes déguisées comme d'autres objets;
- d) Les armes à feu faites d'une substance non métallique, qui ne sont pas identifiables par les détecteurs et les appareils de radiographie;
- e) Les armes à feu équipées d'un silencieux non amovible;
- f) Les armes à feu équipées d'une visée laser non amovible, d'un émetteur de rayons infrarouges, d'un amplificateur électronique d'image ou d'un inverseur d'image;
- g) Les armes à feu fabriquées ou modifiées, sauf si la fabrication ou la modification a été autorisée, et les armes à feu modifiées pour rendre l'identification criminologique plus difficile.

Conformément à la loi sur les armes à feu et sur les munitions, une personne physique ou morale peut demander par écrit une dérogation à l'interdiction d'acquérir ou de posséder des armes à feu de la catégorie A.

La demande est remise au commissariat de police compétent, qui a établi le permis ou la licence d'arme à feu, lequel la transmet immédiatement au Ministère de l'intérieur.

Sur la base de la demande écrite, le Ministère de l'intérieur peut autoriser la dérogation à l'interdiction d'acquérir ou de posséder une arme à feu de la catégorie A aux fins de :

- Collection (pièce de collection, patrimoine culturel, article qui ne déparerait pas dans un musée);
- Conception et fabrication d'une arme à feu de la catégorie A;
- Intention de détruire des armes à feu et des munitions et de les rendre inutilisables ou de fabriquer des armes à feu ou des munitions inutilisables.

Les demandes de dérogation à l'interdiction d'acquérir ou de posséder des armes à feu aux fins de collection doivent être accompagnées de l'avis d'un expert établissant que les armes à feu et les munitions en question pourraient être présentées dans un musée.

Sur la base d'une demande écrite, le Ministère de l'intérieur peut accorder la dérogation à un demandeur qui est actif sur le transport ou la protection de marchandises particulièrement dangereuses ou précieuses, la protection de bâtiments et installations d'importance stratégique pour la sécurité de l'État et pour le respect des accords internationaux contraignants pour la République slovaque.

Dans ce cas, la demande est transmise au bureau des services de sécurité privés de l'organe directeur de la police, qui examinera minutieusement le dossier et s'assurera de l'intégrité et de la fiabilité du demandeur. Il donnera ensuite son avis concernant le demandeur au Ministère de l'intérieur, lequel prendra une décision d'octroyer ou non la dérogation à l'interdiction d'acquérir et de posséder des armes à feu de la catégorie A.

Le paragraphe 4 de l'article 8 de la loi sur les armes à feu et les munitions prévoit que cette dérogation n'est accordée que si elle n'entrave pas la sécurité publique et qu'elle n'est accordée que pour une période déterminée.

La dérogation expire à l'expiration du permis ou de la licence d'armes à feu de son détenteur. Lorsque les raisons qui avaient justifié la dérogation cessent d'exister, le Ministère de l'intérieur révoque la dérogation.

## **2. Assistance et conseils**

### **2.2**

La République slovaque a déjà fait appel à l'assistance technique législative de l'ONUDC qui a confirmé que ses dispositions légales nationales érigent le terrorisme en infraction, conformément à l'alinéa b) du paragraphe 1 de la résolution et aux dispositions de la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme. La Slovaquie se déclare résolue à faire appel, chaque fois que nécessaire, à toutes les formes d'assistance législative technique et de conseils fournis par l'ONUDC.

---